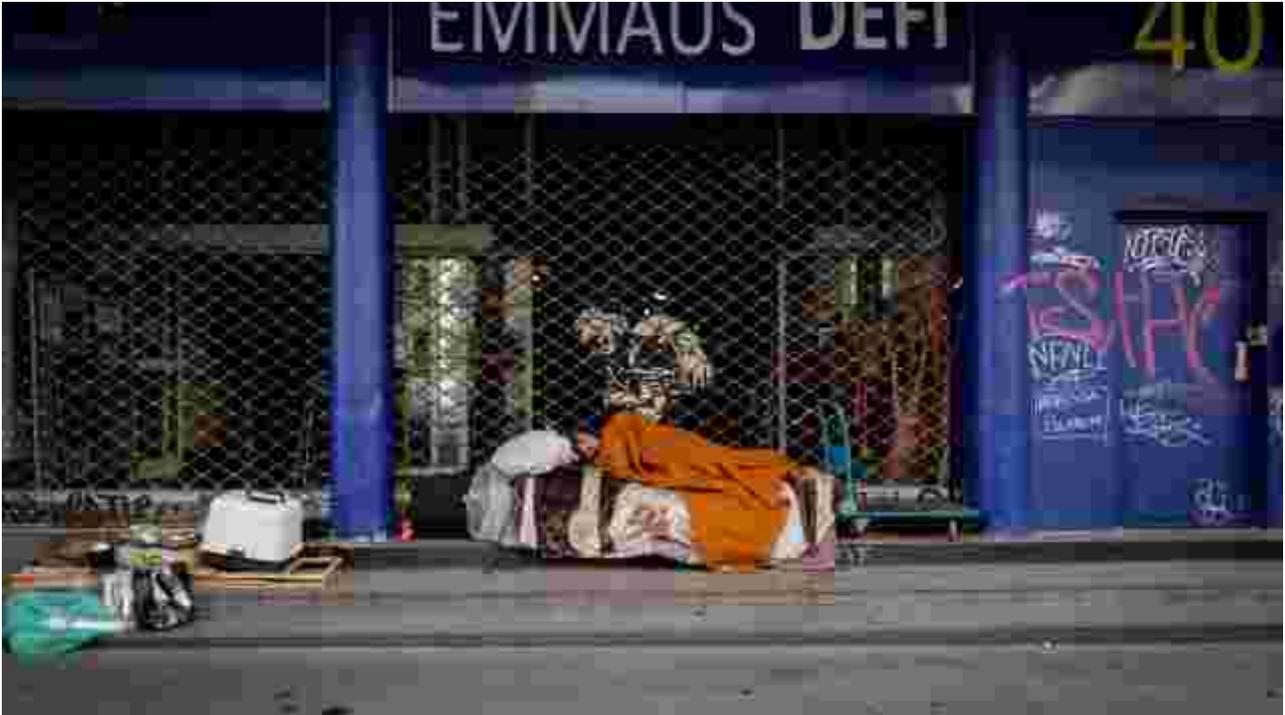


# Supprimons la pauvreté avec le revenu minimum unique

---

 [alternatives-economiques.fr/supprimons-pauvrete-revenu-minimum-unique/00090639](https://alternatives-economiques.fr/supprimons-pauvrete-revenu-minimum-unique/00090639)

Noam Leandri et Louis Maurin, *Alternatives économiques*, 10 octobre 2019



Le coût de ce revenu minimum serait de 7 milliards d'euros selon nos estimations. Soit le tiers de la baisse de la taxe d'habitation et moins que les 10 milliards mis sur la table par le gouvernement pour répondre aux revendications des gilets jaunes. Choisir de ne pas aider les plus démunis est bien une décision politique, pas économique.

Supprimer la pauvreté, c'est possible. Trente ans après la création du revenu minimum d'insertion, nous proposons de garantir à chacun un revenu minimum équivalent au niveau du seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian, soit 860 euros mensuels. Cinq millions de personnes verraient leur niveau de vie augmenter et sortiraient de la pauvreté. Un progrès social énorme, sans précédent depuis la mise en place du RMI.

## Trois principes

---

Comment faire ? Premièrement, il faut aligner l'ensemble des minima sur le seuil de 860 euros pour une personne. Nous y intégrons les allocations perçues en complément – logement, famille... – sauf lorsqu'elles sont insuffisantes pour atteindre cette somme (le cas peut se présenter parmi les personnes âgées ou handicapées, notamment). Nous proposons donc, avec le RMU, d'augmenter d'environ 150 euros les minima sociaux de base pour une personne seule (tels que le RSA ou l'allocation de solidarité spécifique que touchent les chômeurs en fin de droits). De sorte que, complétés par les allocations logement, ils atteignent notre minimum.

Deuxièmement, il faut ouvrir ce RMU aux jeunes de 18 à 25 ans qui ont quitté le foyer parental. Politiquement, ce serait un geste sans précédent en direction des jeunes générations, dont une partie vit dans la « galère », dépendante d'amis, de parents, contrainte de dormir à la rue ou d'errer de squat en hébergement précaire. Pour accéder à notre revenu minimum, nous supprimons également l'obligation faite aux étrangers hors Union européenne de détenir depuis cinq années un titre de séjour les autorisant à travailler, ce qui constitue une discrimination.

┆ Au nom de la traque des « profiteurs », nous construisons des systèmes incompréhensibles qui poussent les plus démunis à renoncer à leurs droits

Troisièmement, il faut accorder l'automatisme des droits sur simple déclaration des revenus et de la composition de la famille. Car la complexité de l'administration française est sans borne. Au nom de la traque des « profiteurs », nous construisons des systèmes incompréhensibles qui poussent les plus démunis à renoncer à leurs droits. Notre RMU simplifie ainsi la question de l'accès aux minima : les demandes doivent être simplifiées au maximum, en partant du principe que les allocataires sont de bonne foi. Si l'on veut éviter de verser le RMU à des jeunes de milieux aisés soutenus par leurs parents, instaurons une simple déclaration sur l'honneur d'autonomie par laquelle le jeune déclarera ne plus percevoir de soutien financier.

## Une solution pragmatique

---

Notre RMU n'est pas la solution miracle. Il ne règle pas les questions de formation, de logement, d'emploi, d'inégalités scolaires. Nous en avons bien conscience. Il a néanmoins le mérite de faire en sorte que les plus modestes vivent mieux (notamment les jeunes), d'être simple et applicable. On peut débattre des années entre intellectuels d'un revenu de « base » ou « universel » que la collectivité pourrait servir à tout le monde, mais qui n'a aucune chance d'être mis en place au vu des sommes en jeu, sauf s'il se réduit à un montant très faible.

Notre proposition, elle, peut être appliquée dès l'an prochain. Son coût annuel serait de 7 milliards d'euros selon nos estimations. Si cela vous paraît beaucoup, dites-vous que ce montant correspond au tiers de la baisse de la taxe d'habitation décidée par la majorité. Et l'hiver dernier, le gouvernement a bien réussi à débloquer une enveloppe de 10 milliards d'euros suite au mouvement des « gilets jaunes ». Choisir de ne pas aider les plus démunis est bien une décision politique, pas économique.

Le gouvernement a déjà fait des avancées. En augmentant le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé au-delà des 860 euros mensuels, depuis le 1er janvier 2019. En relevant la prime d'activité, il a amélioré le revenu minimum tiré du travail en le faisant financer par la collectivité. L'annonce de niveaux de retraites qui ne seraient jamais inférieurs à 1 000 euros va dans la même direction. Pourquoi ne pas se soucier du minimum social versé aux personnes sans ressources ?

## Sortir de l'indifférence

---

Faut-il que les chômeurs en fin de droits, les jeunes adultes en difficulté, les femmes seules avec enfant(s) aillent en masse brûler des voitures et casser des vitrines dans les beaux quartiers pour que l'on entende leurs voix ? L'indifférence actuelle vis-à-vis des plus démunis est lourde de conséquences. Notre RMU ne réglera pas du jour au lendemain la question de la pauvreté, mais il peut devenir, demain, un pilier de notre modèle social en améliorant concrètement la vie quotidienne.

Si le gouvernement ne s'empare pas du dossier dans les mois qui viennent, alors ce sera aux maires, comme l'a fait Damien Carême à Grande-Synthe dans le Nord avec une proposition très similaire à la nôtre, d'en faire un enjeu des municipales prochaines.

***Noam Leandri et Louis Maurin sont respectivement président et directeur de l'Observatoire des inégalités. Une version développée de leur proposition est disponible [ici](#)***